

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 12

**DELEGATION GENERALE
A LA SURETE NATIONALE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	10
2.1.	PROGRAMME 151: CONSOLIDATION DE LA SECURITE PUBLIQUE	12
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	13
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	15
2.2.	PROGRAMME 152: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	21
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	22
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	24
2.3.	PROGRAMME 154: RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES FRONTIERES	30
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	31
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	31
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	32
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	34
2.4.	PROGRAMME 155: AMELIORATION DES METHODES ET TECHNIQUES DE RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT	37
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	38

2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	38
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	40
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	44
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	45
3.2.	LEÇONS APPRISSES	45
3.3.	PERSPECTIVES	45

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

L'objectif du programme 151 était de protéger les institutions, les libertés publiques, les personnes et les biens. Relativement aux domaines de compétence de la DGSN, il s'agissait de parvenir à un nombre d'actes infractionnels rattachés aux libertés publiques, aux personnes et aux biens de 21 132 en 2014. Le résultat obtenu est de 33 191, soit un taux d'augmentation de 157 % par rapport au nombre escompté.

Cette contre-performance est due à la recrudescence des actes de criminalité perpétrés par les adeptes de la secte islamiste Boko Haram dans les régions septentrionales et aux troubles sociopolitiques en Centrafrique, qui ont eu pour conséquence un flux considérable de réfugiés originaires de ce pays et de déplacés, avec pour corollaire l'insécurité grandissante dans la Région de l'Est.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

I.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Dans sa vision prospective du développement, le Cameroun s'est doté d'instruments de planification dont la particularité réside dans leur caractère transversal. Il s'agit principalement du Document prescrivant la vision du Cameroun à l'horizon 2035 qui a pour traduction décennale le DSCE (2010-2020). Ce dernier regorge des matrices de programmation et de suivi de la mise en œuvre des stratégies sectorielles. Parmi ces stratégies sectorielles figure en bonne place la « **Gouvernance et l'État de droit** ». L'un des objectifs majeurs de la stratégie sectorielle de la DGSN est le « **Renforcement de l'État de droit et de la sécurité des personnes et des biens** ». Dans l'optique de l'amélioration de l'environnement sociopolitique du Cameroun, et afin de rétablir la confiance et la sérénité des citoyens et des investisseurs, les autorités entendent œuvrer en vue de :

- i) l'amélioration du système électoral ;
- ii) l'amélioration de l'accès et de la qualité du service de la justice ;
- iii) la consolidation du dispositif national de promotion et de protection des droits humains ; et
- iv) le renforcement du maintien de l'ordre et la sécurité aux frontières.

Ces différentes missions sont poursuivies par les organes étatiques en charge des questions de sécurité et de consolidation de l'État de droit. C'est en ce sens qu'elles font évidemment partie du portefeuille de la Délégation Générale à la Sureté Nationale (DGSN).

Au cours de l'année 2014, certaines de ces missions, dont la compétence appartient exclusivement à la DGSN, ont été mises à contribution par plusieurs faits saillants. Parmi les plus significatifs, on peut mentionner les faits constituant autant de défis sécuritaires tels que : l'enlèvement de la famille Moulin-Fournier par les membres de la secte islamiste Boko Haram qui sévit dans le grand nord,

l'interpellation des personnes soupçonnées de détournement des fonds publics, l'afflux des émigrés centrafricains dans la région de l'Est, etc.

C'est également au cours de l'année 2013, notamment le 30 septembre, que se sont tenues les élections sénatoriales, législatives et municipales, qui ont nécessité le déploiement d'un important dispositif de la DGSN tant du point de vue humain que matériel et logistique.

Les programmes de la DGSN se déploient dans un contexte de mise en route du budget-programme conformément aux dispositions de la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2006 portant régime financier de l'État. C'est dire que les missions de la DGSN, au cours l'année 21014, ont été exécutées selon les prescriptions contenu dans la loi de finances pour l'exercice 2014.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

La Sûreté Nationale est un corps de commandement et d'administration placé sous l'autorité du Président de la République qui en est le Chef Suprême.

Conformément au décret n° 2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, la Sûreté Nationale a pour missions fondamentales de :

- assurer le respect et la protection des institutions, des libertés publiques, des personnes et des biens ;
- assurer le respect de l'exécution des lois et règlements ;
- concourir à l'exercice de la police administrative, de la police judiciaire et de la défense nationale.

A ce titre, elle est chargée :

- de la sécurité intérieure et extérieure de l'État ;
- de la recherche, de la constatation des infractions aux lois pénales et de la conduite de leurs auteurs devant les juridictions répressives ;
- du maintien de l'ordre, de la paix, de la sécurité et de la salubrité publics, ainsi que la protection plus particulièrement dans les agglomérations urbaines ;
- de la surveillance aux frontières et du contrôle de la circulation des personnes ;
- de la lutte contre la criminalité nationale, internationale et transnationale ;
- de la recherche du renseignement ;
- des missions d'informations, de sécurité, de protection et d'intervention comportant des contacts avec les populations, dans le cadre de la défense nationale ;
- de la sécurisation de la nationalité camerounaise.

La Sûreté Nationale relève de l'autorité directe de la Présidence de la République. A cet effet, elle exécute les missions qui lui sont confiées par les autorités gouvernementales dans le cadre de leurs compétences respectives, en se conformant aux directives du Président de la République.

En matière de défense et en situation opérationnelle, la Sûreté Nationale est mise en œuvre par le Président de la République et coopère étroitement avec les Ministères chargés de la Défense et de l'Administration Territoriale.

Afin de contribuer d'une manière significative au développement économique et social durable, la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, consacre ses efforts à accroître ses capacités humaines et opérationnelles en vue de la consolidation de la paix sociale, la réduction de la porosité de nos frontières, l'amélioration de la recherche du renseignement et de la modernisation de l'Administration générale de la Sûreté Nationale.

Afin de garantir cette paix sociale, la Police agit sur trois (03) axes stratégiques, à savoir : la préservation de la paix et de la sécurité de nos frontières ; le renforcement de l'État de droit ; l'amélioration du service de l'Administration générale.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale à travers le Document de Stratégie pour la Croissance et d'Emploi (DSCE), outil de planification qui fournit des orientations stratégiques globales et sectorielles des administrations en relation avec leur domaine de compétence le Sous Secteur « **Sécurité** » intervient au niveau de la gouvernance et de la gestion stratégique de l'État pilier fortement attendu dans le renforcement de l'État de droit et de la sécurité des personnes et des biens.

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'État a mis en place un nouveau cadre de gestion budgétaire, comptable et financier dans l'administration. Le nouveau cadre est une réponse à la volonté politique affichée du Chef de l'État qui veut que les administrations soient désormais évaluées en fonction des critères de performance. C'est la traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats (GAR). Suite à l'adoption et la promulgation de la loi de finances pour l'exercice 2014 sous le modèle de la budgétisation par programmes, et après son exécution, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques mises en

œuvre à la DGSN, au terme dudit exercice budgétaire.

Le présent rapport c'est un bilan objectif et constitue une obligation législative opposable à l'ensemble des ordonnateurs principaux des différents organes dépensiers de l'État est intitulé : Rapport Annuel de Performance (RAP). Celui-ci accompagne, le projet de loi de règlement déposé sur le bureau du parlement à la fin de chaque exercice budgétaire, conformément à l'article 22-4 de la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'État. Comme la loi de règlement, il est un instrument de constatation du dernier budget exécuté.

A cet égard, l'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) ne peut constituer qu'une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictées dans de nouveau régime financier de l'État. Le RAP en même temps qu'il permet de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées aux programmes, il favorise également une meilleure projection des résultats à venir, tirant ainsi avantages des leçons apprises au cours d'un exercice donné.

Le Rapport Annuel de Performance 2014 de la DGSN a pour objectif de rendre compte de la mise en œuvre desdits programmes. Pour ce faire, il est impératif de présenter tour à tour :

- le contexte de mise en œuvre des programmes de la DGSN ;
- l'état de mise en œuvre du budget 2014 de la DGSN ;
- le bilan stratégique et les perspectives.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

L'objectif du programme 151 était de protéger les institutions, les libertés publiques, les personnes et les biens. Relativement aux domaines de compétence de la DGSN, il s'agissait de parvenir à un nombre d'actes infractionnels rattachés aux libertés publiques, aux personnes et aux biens de 21 132 en 2014. Le résultat obtenu est de 33 191, soit un taux d'augmentation de 157 % par rapport au nombre escompté.

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 151

CONSOLIDATION DE LA SECURITE PUBLIQUE

Responsable du programme

KWAYEP Benjamin
Commissaire Divisionnaire / Directeur de la Sécurité Publique

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, les personnes et les biens	
Indicateur	Intitulé:	Le taux de couverture sécuritaire des zones urbaines sensibles et à tendance criminogène
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	24199.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	21132.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DES OPÉRATIONS DE POLICE PRÉVENTIVE Action 02: INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ Action 03: REDYNAMISATION DES OPÉRATIONS DE POLICE RÉPRESSIVE	
DOTATIONS INITIALES	AE 8 552 378 000	CP 8 452 378 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	KWAYEP Benjamin, Commissaire Divisionnaire / Directeur de la Sécurité Publique	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Les missions régaliennes de la Sûreté Nationale sont connues de tous « **préserver la paix sociale, sauvegarder la sécurité publique, protéger en tout temps et en tout lieu, les populations ainsi que leurs biens** ». Ainsi, la police est garante de la paix sociale, vecteur sans lequel aucune action de développement n'est possible.

La sécurité publique est un ensemble d'actions qui concourent à la consolidation de cette paix. Les différentes composantes de ces actions s'articulent autour du renforcement des capacités humaines, matérielles et infrastructurelles des unités opérationnelles, éléments primordiaux dans la réalisation de ce programme.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 151 était d'accroître la protection des institutions, les libertés publiques, les personnes et les biens. Relativement aux domaines de compétence de la DGSN, il s'agissait de parvenir à un taux de couverture sécuritaire des zones urbaines sensibles et à tendance criminogène de 60% en 2014. Le résultat obtenu est de 49%, soit un taux de régression de 11 % par rapport au taux escompté.

Cette contre-performance est due à la recrudescence des actes de criminalité perpétrés par les adeptes de la secte islamiste Boko Haram dans les régions septentrionales et aux troubles sociopolitiques en Centrafrique, qui ont eu pour conséquence un flux considérable de réfugiés originaires de ce pays et de déplacés, avec pour corollaire l'insécurité grandissante dans la Région de l'Est.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	49.00	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	50.58	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 10 773 360 231	CP 10 673 360 231
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -2 220 982 231	Ecart CP -2 220 982 231
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 10 409 931 924	CP 4 274 966 608
TAUX DE CONSOMMATION	96,6 %	40,1 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>A la lecture de l'annexe du Projet de Loi de Finances pour l'exercice 2014, notamment en ce qui concerne les valeurs cibles et de référence, il semble qu'il y ait eu un mauvais remplissage des données car la valeur cible mentionnée est inférieure à la valeur de référence.</p> <p>En plus la formulation de l'indicateur est présentée en pourcentage alors que les valeurs réalisées sont exprimées en nombres entiers.</p> <p>Au niveau des indicateurs des actions les valeurs doivent être appréciées quotidiennement.</p>	
PERSPECTIVES 2015	Meilleure formulation de l'indicateur	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	49.00	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	50%	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	5 475 217 511	5 475 217 511
CREDITS CONSOMMES	2 688 666 381	2 682 589 274
TAUX DE CONSOMMATION	49.00%	49.00%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>A la lecture de l'annexe du Projet de Loi de Finances pour l'exercice 2014, notamment en ce qui concerne les valeurs cibles et de référence, il semble qu'il y ait eu un mauvais remplissage des données car la valeur cible mentionnée est inférieure à la valeur de référence.</p> <p>En plus la formulation de l'indicateur est présentée en pourcentage alors que les valeurs réalisées sont exprimées en nombres entiers.</p> <p>Au niveau des indicateurs des actions les valeurs doivent être appréciées quotidiennement.</p>	
PERSPECTIVES POUR 2014	Meilleure formulation de l'indicateur du programme (bien préciser les unités de mesure et les moyens de calcul).	

Action 01 RENFORCEMENT DES OPÉRATIONS DE POLICE PRÉVENTIVE

L'intensification des patrouilles pédestres et motorisées ;
La capacitation des unités existantes et nouvellement créées à travers la dotation en personnels et en logistique.

OBJECTIF	Empêcher la commission des actes d'infractions afin d'en réduire le nombre								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de patrouilles motorisées et pédestres déployées quotidiennement						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 52%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	120.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	500.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	6 999 488 000	6 999 488 000	9 275 777 556	9 275 777 556	9 135 037 195	3 281 659 155	98,5 %	35,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> L'accroissement du flux migratoire suite à l'instabilité sociopolitique en République Centrafricaine et la guerre déclarée contre Boko-Haram ; La poursuite de l'implémentation des Unités de Police de proximité. 								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Services d'ordre et de sécurité organisés à l'occasion des diverses sorties du Chef de l'Etat ; - Acquisition du matériel de régulation de la circulation de nuit (vélos, manteaux, torches...) - Couverture sécuritaire de la célébration du Cinquantenaire de la Réunification ; - Couverture sécuritaire de la fête du 20 Mai 2014 ; - Couverture sécuritaire des différents matchs internationaux ; - Sensibilisation des populations à travers les émissions « canal Police » et « au service de tous et de chacun » dans les antennes du poste national de même que la production de divers magazines par la cellule de communication de la DGSN ; - Acquisition du matériel de régulation de la circulation de nuit (vélos, torches multifonctions, manteaux, chasubles...) -le déploiement des unités opérationnelles dans la sécurisation des frontières de la Région de l'Est ; -Couverture sécuritaire de plusieurs séminaires et conférences internationales ; - la multiplication des patrouilles et déploiement des équipes d'intervention.
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'intensification des patrouilles pédestres et motorisées ; • La capacitation des unités existantes et nouvellement créées à travers la dotation en personnels et en logistique
<p>Perspectives 2015</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'implantation sur le territoire national des Unités de sécurité publique nouvellement créées ; - Poursuivre la dotation des unités existantes en ressources humaines et en matériels de maintien de l'ordre ; - Procéder au déploiement ponctuel des Unités spécialisées (GSO et CCGMI) dans les différentes Régions et en zones frontalières ; - Assurer la formation en matière de lutte contre la cybercriminalité ; - Acquisition des moyens logistiques et des équipements spéciaux ; <p>Renforcement des effectifs.</p>

Action 02 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

- La multiplication des opérations de Police dans les villes et grandes agglomérations ;
- Le fruit de la coopération internationale en matière de criminalité;
- La poursuite du partenariat Police-Populations.

OBJECTIF	Accroître les capacités techniques de la police dans la lutte contre la criminalité							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'opérations coup de poing organisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		150.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		300.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	664 000 000	644 000 000	662 495 551	642 495 551	652 288 820	461 324 925	98,5 %	71,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>-L'instabilité sociopolitique en République Centrafricaine et la guerre déclarée contre BokoHaram, entraînant un flux migratoire considérable, avec pour corollaire la recrudescence des actes de criminalité de tous genres ;</p> <p>-L'accomplissement des missions régaliennes de la Sûreté Nationale.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>-Acquisition du matériel de communication pour les unités et services existants (Emetteurs/récepteurs, Flotte Orange) ;</p> <p>-Acquisition d'armes et munitions pour les unités opérationnelles ;</p> <p>-Plusieurs bandes de coupeurs de routes et gangs de malfaiteurs démantelés ;</p> <p>-Entretien du matériel roulant existant ;</p> <p>-Poursuite de la réhabilitation, construction et équipement des bâtiments abritant certaines Unités de Police ;</p> <p>-Démantèlement des réseaux de trafic de stupéfiants et substances psychotropes ;</p> <p>-Intensification et diversification de la recherche du Renseignement criminel.</p>							

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> -La multiplication des opérations de Police dans les villes et grandes agglomérations ; -Le fruit de la coopération internationale en matière de criminalité; -La poursuite du partenariat Police-Populations.
<p>Perspectives 2015</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Accroître la lutte contre la criminalité ; -Continuer à équiper les Unités territoriales en matériels adéquats ; -Multiplier les innovations stratégiques opérationnelles telles que les ESIR dans les agglomérations urbaines ; -Acquérir des matériels et équipements techniques de maintien de l'ordre ; -Intensifier la coopération policière dans la sous-région et au niveau international ; -Poursuivre de la construction, de la viabilisation et de l'équipement des services dans les zones rétrocédées (Bakassi...) ; -Implanter des Postes de Sécurité Publique dans les camps des réfugiés ; -Renforcer les capacités des personnels dans les domaines spécifiques comme la lutte contre la cybercriminalité ; -Construire et équiper un laboratoire de Police Technique et Scientifique ; -Acheter des mallettes dactyloscopiques.

Action 03 REDYNAMISATION DES OPÉRATIONS DE POLICE RÉPRESSIVE

- La multiplication des opérations de police et coups de poings ;
- Le déploiement des unités spécialisées (CCGMI) dans la Région de l'Est ;
- L'entrée en activité des unités de Police nouvellement créées sur l'étendue du territoire ;
- Le déploiement des moyens logistiques, financiers et humains.

OBJECTIF	Accroître les performances techniques des fonctionnaires de la Sûreté dans le maintien de l'ordre actif							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'opérations de police répressive maîtrisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		130.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		300.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	888 890 000	808 890 000	835 087 124	755 087 124	622 605 909	531 982 528	74,6 %	70,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La montée de l'insécurité et l'apparition de nouvelles menaces sécuritaires dans un contexte de guerre contre la secte Boko-Haram au grand Nord et les incursions répétées des bandes armées en provenance de la RCA à l'Est du pays.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> -Interpellation des auteurs d'actes criminels et leur déferrement dans les divers Parquets de la République ; -Exécution des différentes commissions rogatoires et instructions des Parquets ; -Densification de la recherche du renseignement criminel (multiplication des réseaux d'informateurs). 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> -La multiplication des opérations de police et coups de poings ; -Le déploiement des unités spécialisées (CCGMI) dans la Région de l'Est ; -L'entrée en activité des unités de Police nouvellement créées sur l'étendue du territoire ; -Le déploiement des moyens logistiques, financiers et humains. 							

Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none">-La poursuite de l'acquisition des moyens logistiques, financiers et humains ;-La modernisation des techniques et méthodes d'intervention aux fins de circonscrire le phénomène de l'insécurité ;-La formation continue des personnels de la Sûreté Nationale commis à ces tâches.
-------------------	--

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 152

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL

Responsable du programme

NDOCKI Victor
Commissaire Divisionnaire / Directeur de la Sécurité Publique

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Administrer et optimiser les capacités humaines, matérielles et infrastructurelles	
Indicateur	Intitulé:	Taux de mise en œuvre des activités des programmes
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA SANTÉ DU PERSONNEL DE LA SÛRETÉ NATIONALE ET DE LEURS FAMILLES Action 02: REDYNAMISATION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE Action 03: AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES Action 04: AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION Action 05: GESTION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 72 988 455 000	CP 72 754 749 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDOCKI Victor, Commissaire Divisionnaire / Directeur de la Sécurité Publique	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 152 de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale a été exécuté dans un environnement de troubles permanents caractérisé d'une part, par une insécurité dans les régions frontalières avec les pays voisins, la résurgence de la grande criminalité dans les zones urbaines et rurales et d'autre part, par l'orientation stratégique vers une Police de proximité liée à l'urbanisation accrue des zones rurales.

Aussi, la pénurie des effectifs notamment due à la création de nouvelles Unités et le sous-effectif de celles existantes ; ainsi que le besoin de renforcer les aptitudes professionnelles ont marqué les activités de ce programme.

Cet impératif exige de la Police un réajustement permanent de son appareil par le renforcement des capacités humaines, matérielles et logistiques lié à une politique de maîtrise et de rajeunissement des effectifs, d'accroissement des moyens de communication, d'équipement des Services de Police, des constructions, de la réhabilitation et de la réfection des unités de Police.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 152 était de renforcer l'action de la police dans l'accomplissement de ses missions régaliennes. Il s'agissait précisément d'apporter un appui au processus d'administration générale, de renforcer les capacités matérielles, infrastructurelles, et du système informatique de la Délégation Générale à la Sureté Nationale.

En d'autres termes, il fallait parvenir à la création, la réhabilitation, et l'opérationnalité de 146 unités de Police. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2014 est de 174 unités de Police, soit un taux de réalisation de 77.17%. Ce taux de réalisation se justifie par :

- la volonté d'opérationnaliser les nouvelles unités de Police créer
- la participation communautaire à la réalisation de certains projets en zone rurale ;
- l'apport des bailleurs de fonds.

Le renforcement des équipements, l'acquisition des terrains pour la construction des nouvelles unités seront sans doute parmi les priorités en 2015.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	84.37%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	91.55%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 71 830 333 827	CP 71 596 627 827
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 158 121 173	Ecart CP 1 158 121 173
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 70 642 009 876	CP 66 607 088 213
TAUX DE CONSOMMATION	98,3 %	93 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Participation communautaire à la réalisation de certains projets en zone rurale et l'apport de certains bailleurs de fonds	
PERSPECTIVES 2015	Poursuite du renforcement des équipements, acquisition des terrains pour la construction des nouvelles unités	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Résultat technique obtenu (au 31 décembre 2014)	84.37	
Taux de réalisation de l'indicateur	90%	
Dotations de crédits révisés (écarts = Dot. init – Dot rev.)	AE : 71 903 548 604 Ecart AE :	CP : 71 903 548 604 Ecart CP :
Crédits consommés	AE : 60 603 392 727	CP : 60 468 578 318
Taux de consommation	84.37%	
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Participation communautaire à la réalisation de certains projets en zone rurale et l'apport de certains bailleurs de fonds	
Perspectives	Poursuite du renforcement des équipements, acquisition des terrains pour la construction des nouvelles unités	
Action 01	RENFORCEMENT DE LA SANTÉ DU PERSONNEL DE LA SÛRETÉ NATIONALE ET DE LEURS FAMILLES	

Ce résultat remarquable se justifie par la mise à disposition des moyens à temps et la décentralisation de certaines activités vers les Régions.

OBJECTIF	Créer et équiper les hôpitaux et centres médicaux en vue de faciliter la prise en charge des policiers et de leurs familles								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de centres médicaux équipés						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	2.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	10.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	206 689 000	206 689 000	206 676 254	206 676 254	186 841 667	186 104 473	90,4 %	90 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le déficit criard des structures pour la prise en charge des fonctionnaires de Police se manifestait par l'abondance des								

	demandes d'aide.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi de l'état de santé des fonctionnaires de Police et de leurs familles ; • Formation continue des fonctionnaires de police ; • Prévention des grandes endémies notamment les hépatites et le VIH SIDA • Couverture sanitaire des grandes manifestations Nationales.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Ce résultat remarquable se justifie par la mise à disposition des moyens à temps et la décentralisation de certaines activités vers les Régions.
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Souscription d'une assurance maladie pour tout le personnel de la DGSN et leurs familles ; • Construction et équipement des morgues dans les 10 régions du Cameroun ; • Construction et équipement de l'hôpital de Police de Yaoundé. • Création et équipement d'un poste

Action 02 REDYNAMISATION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Cette hausse des réunions se justifie par le fait de l'apparition des nouvelles menaces (BOKO HARAM, EBOLA, rébellion en RCA)

OBJECTIF	Améliorer les performances des différents services							
Indicateur	Intitulé:		Nombre réunions de coordination et de suivi				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 714,28%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		36.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		48.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 225 303 000	1 225 303 000	1 221 473 450	1 221 473 450	1 108 962 709	1 091 512 378	90,8 %	89,4 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'apparition des nouvelles menaces sécuritaires aux frontières (BOKO HARAM, rébellion en RCA), la réforme de l'organisation des concours de la Police et la recherche des réponses aux besoins de formation et d'équipement à des coûts plus compétitifs ont constitué les principales préoccupations de la DGSN.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Réunions sécuritaires (Etat-major mixte, fêtes Nationale, de fin d'année); • Réunions coordination concours Police 2014 ; • Réunions avec les partenaires étrangers, conjointes et autres ; • Réunions de coordination internes (Santé, 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Cette hausse des réunions se justifie par le fait de l'apparition des nouvelles menaces (BOKO HARAM, EBOLA, rébellion en RCA)							
Perspectives 2015	Nous envisageons le renforcement de la capacité opérationnelle de services de Police à travers l'acquisition des équipements performants, la formation, le redéploiement du personnel dans les zones de conflit							

Action 03 AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les fonctionnaires figurant sur les différentes listes d'aptitude pour l'accès aux cadres supérieurs n'avaient pas été pris en compte au moment des prévisions en formation, les projets de textes soumis à la haute hiérarchie n'étant pas encore signés au moment des prévisions.

OBJECTIF	Utiliser rationnellement et de manière efficiente le personnel de la SN							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de fonctionnaires formés et recyclés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 2 800	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		200.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		300.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	56 077 878 000	56 077 878 000	56 075 850 573	56 075 850 573	56 075 850 573	52 919 503 989	100 %	94,4 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les activités ont été menées dans un contexte marqué par la pénurie des effectifs notamment due à la création de nouvelles Unités et le sous-effectif de celles existantes ; ainsi que le besoin de renforcer les aptitudes professionnelles.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement de 4700 fonctionnaires de Police ; • La Gestion des carrières et de la solde ; • Formation des personnels 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les fonctionnaires figurant sur les différentes listes d'aptitude pour l'accès aux cadres supérieurs n'avaient pas été pris en compte au moment des prévisions en formation, les projets de textes soumis à la haute hiérarchie n'étant pas encore signés au moment des prévisions							
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Le recensement physique et biométrique du personnel de la DGSN en vue de l'éradication des fonctionnaires en divagation ou fictifs pour la maîtrise effective de la masse salariale; • Pourvoir aux besoins quantitatifs et qualitatifs à tous les postes de travail, notamment sans recours aux personnels des autres Administrations. 							

Action 04 AMELIORATION DU SYSTEME D'INFORMATION

Les moyens ont été mis à disposition à temps ;
La bonne exécution du budget

OBJECTIF	Faciliter la communication inter-structures de la DGSN							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de structures connectées au réseau d'information de la DGSN				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 93,22%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		381.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	93 000 000	93 000 000	92 896 814	92 896 814	86 596 469	86 596 469	93 %	93,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les moyens de communication en dotation à la Police sont obsolètes et insuffisants.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • Extension du système de communication autonome de la DGSN • Extension des réseaux de communication (réseaux VHF numériques et réseaux HF analogiques) • Acquisition des micro-ordinateurs 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • Les moyens ont été mis à disposition à temps ; • La bonne exécution du budget 							
Perspectives 2015	<p>La poursuite et le renforcement de l'extension de l'infrastructure du système d'information ;</p> <p>Prise en compte de la mise en œuvre des systèmes de collectes des statistiques dans divers secteurs de la Sureté Nationale</p>							

Action 05 GESTION FINANCIÈRE ET BUDGÉTAIRE

L'apparition des nouvelles menaces sécuritaires aux frontières (BOKO HARAM, rébellion en RCA), et la création des nouvelles unités de Police. Il y avait un stock d'équipements qui a été mis à la disposition des nouvelles unités, l'apport des fonds spéciaux octroyés par le Chef de l'Etat à cause des urgences ainsi que l'exécution des budgets des besoins prioritaires de 2011 à 2014.

OBJECTIF	Optimiser le rendement et les conditions de travail des policiers							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'unités équipées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 300%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		58.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		200.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 385 585 000	15 151 879 000	14 233 436 736	13 999 730 736	13 183 758 458	12 323 370 904	92,6 %	88 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les conditions de travail des fonctionnaires de Police ne permettent pas de répondre efficacement face aux nombreux défis sécuritaires qui interpellent la DGSN.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la construction des unités de Police ; • Réhabilitation des édifices ; • Equipement des unités ; • Prise en charge budgétaire des nouvelles unités ; • Etudes des projets d'infrastructures. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'apparition des nouvelles menaces sécuritaires aux frontières (BOKO HARAM, rébellion en RCA), et la création des nouvelles unités de Police. Il y avait un stock d'équipements qui a été mis à la disposition des nouvelles unités, l'apport des fonds spéciaux octroyés par le Chef de l'Etat à cause des urgences ainsi que l'exécution des budgets des besoins prioritaires de 2011 à 2014.							
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des prévisions budgétaires ; • Diversification des partenariats en vue des meilleurs rapports qualité prix ; • La mutualisation de l'utilisation des moyens ; • Acquisition des matériels et équipements appropriés. 							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 154

RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES FRONTIERES

Responsable du programme

MESSING Jean Louis
Directeur de la Police des Frontières

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Réduire la porosité de nos frontières	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'occupation et de fonctionnalité des postes frontières
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	50.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	90.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION DES DOCUMENTS DE VOYAGE Action 02: RENFORCEMENT DES OPÉRATIONS D'ÉMI IMMIGRATION	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 601 735 000	CP 1 546 735 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MESSING Jean Louis, Directeur de la Police des Frontières	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 154 de la DGSN a été exécuté dans un contexte d'insécurité aux frontières et l'afflux massif des réfugiés et des déplacés.

S'agissant de l'insécurité transfrontalière, elle a été marquée par la crise en RCA et le phénomène d'insécurité sur le territoire nationale des adeptes de Boko Haram qui s'est traduit par les enlèvements et les demandes de rançon.

L'afflux massif des réfugiés est la conséquence des crises survenues dans les pays voisins particulièrement au Nigeria et en RCA.

Le nombre de réfugiés nigériens sur le territoire national est estimé à 3 000 (trois mille) et les déplacés à 2 000 (deux mille), repartis dans les départements du MAYO SAVA, du MAYO TSANAGA et du LOGONE et CHARI dans la région de l'Extrême Nord.

Il convient de mentionner qu'un déplacé est une personne qui, volontairement, décide de partir de son lieu habituel de résidence pour un autre à la suite d'une menace potentielle qui sévit dans ce lieu.

Quant aux réfugiés centrafricains, le nombre est estimé à environ 180 000 (Cent quatre-vingt mille), repartis dans les sites aménagés à cet effet dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 154 était de réduire la porosité de nos frontières (avec le concours des objectifs des différentes actions entreprises ; *maîtriser les flux migratoires, de lutter contre la criminalité transfrontalière et le phénomène de double identité et de falsification des documents de voyage*).

Relativement au domaine de compétence de la DGSN, il s'agissait de passer du taux d'occupation et fonctionnalité des postes frontière de 55% à 90%.

Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2014 se situe à un taux de réalisation de 90%. Par rapport à l'année 2013, l'occupation et la fonctionnalité des postes frontières ont été effectives.

Une nouvelle dynamique est à relever au niveau du processus de production des passeports biométriques, notamment sa sécurisation à travers l'introduction de la biométrie en juillet 2013.

La performance acceptable de 75% correspondant à 15 000 cas de fraudes a été rendue possible grâce à l'opérationnalisation du système de production du passeport biométrique et du système de détection de faux documents de voyage (PRAIZE).

La réduction significative des cas de fraudes documentaires (passeports, visas et CNI) est due au fait que le nouveau passeport délivré est quasi infalsifiable.

S'agissant des autres cas de fraudes encore enregistrées, ils s'expliquent par l'utilisation encore en cours des anciens passeports non biométriques dont le dernier délai de validité a été fixée en 2018 par un décret présidentiel fixant les conditions d'établissement des passeports.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	90%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	90 %	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 590 708 166	CP 1 535 708 166
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 11 026 834	Ecart CP 11 026 834
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 549 999 459	CP 298 166 721
TAUX DE CONSOMMATION	97,4 %	19,4 %
JUSTIFICATION DU		

RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le résultat a été atteint grâce au déploiement comme prévu des fonctionnaires de police dans les Postes frontières.
PERSPECTIVES 2015	<p>Dans le cadre du programme de renforcement de la surveillance des frontières, la DGSN envisage pour les années à venir :</p> <ul style="list-style-type: none">• de poursuivre la création et la construction de nouvelles unités ;• d'étendre le système d'interconnexion entre les aéroports, les postes frontières et la Direction de la Police des Frontières ;• de procéder à la mise en place des visas biométriques ;• de former le personnel aux nouvelles techniques de contrôle aux frontières.

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Résultat technique obtenu (au 31 décembre 2013)	90%	
Taux de réalisation de l'indicateur	100%	
Dotation de crédits révisés (écarts = Dot. init – Dot rev.)	AE : Ecart AE : 514 076 078	CP : Ecart CP : 514 076 078
Crédits consommés	AE : 329 131 166	CP : 329 131 165
Taux de consommation	64,02%	64,02%
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Le résultat a été atteint grâce au déploiement comme prévu des fonctionnaires de police dans les Postes frontières.	
Perspectives	<p>Dans le cadre du programme de renforcement de la surveillance des frontières, la DGSN envisage pour les années à venir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de poursuivre la création et la construction de nouvelles unités ; - d'étendre le système d'interconnexion entre les aéroports, les postes frontières et la Direction de la Police des Frontières ; - de procéder à la mise en place des visas biométriques ; - de former le personnel aux nouvelles techniques de contrôle aux frontières. 	
Action 01	AMELIORATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION DES DOCUMENTS DE VOYAGE	

La valeur de référence a été mal mesurée, c'est la raison pour laquelle l'on n'a consommé que 64,02%. En réalité, cette valeur de référence aurait dû se chiffrer à 68.557 en 2014.

OBJECTIF	Fournir les passeports biométriques aux nationaux							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de carnets de passeports				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		1000.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		2500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 314 335 000	1 314 335 000	1 314 308 166	1 314 308 166	1 314 308 166	222 917 096	100 %	17 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par la multiplication des documents de voyage contrefaits et falsifiés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition des machines de production des documents de voyage • 75 fonctionnaires de police ont été formés en technique spécialisée de production et de vérification des documents de voyage • Opérationnalité du passeport biométrique et du système de détection de faux documents (PRAICE) 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La valeur de référence a été mal mesurée, c'est la raison pour laquelle l'on n'a consommé que 64,02%. En réalité, cette valeur de référence aurait dû se chiffrer à 68.557 en 2014.							
Perspectives 2015	Compte tenu de ce que la valeur de l'indicateur a été mal mesurée, il convient cependant de l'affiner.							

Action 02 RENFORCEMENT DES OPÉRATIONS D'ÉMI IMMIGRATION

Le dépassement du nombre des refoulements à 250 se justifie par l'afflux massif des migrants irréguliers et de l'insécurité transfrontalière qui ont amené les autorités à prendre des décisions de refoulement massifs et de reconduite à la frontière.

OBJECTIF	Maîtriser les flux migratoires							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de visas sécurisés et de cartes de séjour délivrés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		100.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		200.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	287 400 000	232 400 000	276 400 000	221 400 000	235 691 293	75 249 625	85,3 %	34 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par l'afflux des réfugiés centrafricains et nigériens, et la recrudescence de la criminalité transfrontalière avec les attaques des Postes frontières, les assassinats, les enlèvements.</p>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Trente et un (31) Postes frontières créés sont en cours de construction dans huit (08) Régions ; • Renforcement des effectifs 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le dépassement du nombre des refoulements à 250 se justifie par l'afflux massif des migrants irréguliers et de l'insécurité transfrontalière qui ont amené les autorités à prendre des décisions de refoulement massifs et de reconduite à la frontière.</p>							
Perspectives 2015	<p>La DGSN se propose d'inter- connecter les Postes frontières au système I-24/7 d'INTERPOL pour réduire au maximum l'entrée sur le territoire de migrants irréguliers et juguler l'insécurité aux frontières</p>							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 155

AMELIORATION DES METHODES ET TECHNIQUES DE
RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT

Responsable du programme

ONANA ATENGUENE Théophile
Commissaire Divisionnaire / Directeur des Renseignements Généraux

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Intensifier la recherche et l'exploitation du renseignement	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de notes de renseignement et fiches spéciales produites
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	11250.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	17500.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT GÉNÉRAL Action 02: AMÉLIORATION DES MÉTHODES D'ENQUÊTES ADMINISTRATIVES Action 03: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 032 573 000	CP 3 846 138 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ONANA ATENGUENE Théophile, Commissaire Divisionnaire / Directeur des Renseignements Généraux	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Cameroun en guerre a été obligé de suivre à travers ses Services de Renseignements les menaces terroristes aux frontières, les activités politiques, religieuses, des ONG et des Mouvements citoyens.

Y faisant suite, le Programme 155 de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale a été exécuté dans un contexte de guerre, les services de renseignements ont été sollicités de manière permanente par les autorités gouvernementales du pays pour être informé dans les domaines sécuritaire, politique, économique, socioculturel et religieux. Cette guerre se caractérise par les menaces ci-dessus relevées, la criminalité et de grand banditisme transfrontaliers, transnationaux et internationaux qui constituent une préoccupation majeure des Forces de Défense et de Sécurité en général et de la Sûreté Nationale en particulier.

Pour faire face à cette situation, la Sûreté Nationale préconise l'intensification de la recherche du renseignement à travers le renforcement de capacités humaines et matérielles.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme 155 était d'assurer la fiabilité des renseignements dans tous les domaines en vue de concourir efficacement à la préservation de la paix sociale, au maintien de l'ordre et de la sécurité publics, à la stabilité des Institutions Républicaines, et à la lutte contre les nouvelles formes de menaces.

Au terme de l'année 2014, nous avons pu mener 1 500 enquêtes Administratives, et confectionnées 9 500 Fiches Spéciales et Notes de Renseignements.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	15 500	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	32.53%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 980 738 776	CP 2 794 303 776
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 051 834 224	Ecart CP 1 051 834 224
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 792 717 276	CP 1 251 336 262
TAUX DE CONSOMMATION	93,7 %	44,8 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Globalement, les services de renseignements ont réussi à anticiper les mouvements de revendications sociales. De plus, des informations fiables ont été collectées et exploitées dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.</p> <p>Toutefois, l'absence d'outils techniques adéquats et la formation spécialisée des Agents de renseignements dans certains domaines ont fait défaut dans le suivi des ONG, des mouvements religieux, des sécessionnistes, des groupes rebelles et terroristes ainsi que des activistes politiques.</p> <p>Les fonctionnaires de Police ont fait beaucoup d'efforts en terme de résultat technique au regard des crédits consommés.</p>	
PERSPECTIVES 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le suivi des réseaux sociaux et les mouvements citoyens ; - Renforcer les capacités des fonctionnaires de Police pour le suivi du cyber terrorisme avec des outils adéquats ; - Suivre le financement des activistes politiques ; - Suivre le financement des groupes terroristes et sécessionnistes ; - Maitriser l'intelligence économique ; - Récompenser et reconnaître le travail abattu par les Fonctionnaires de Police engagés directement au front, aux côtés des Forces Armées, dans la lutte contre Boko Haram et le contrôle des groupes rebelles centrafricains. 	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Résultat technique obtenu (au 31 décembre 2014)	15 500	
Taux de réalisation de l'indicateur	68%	
Dotation de crédits révisés (écarts = Dot. init – Dot rev.)	AE : 1 624 872 807 Ecart AE : 2 872 193	CP : 1 438 437 807 Ecart CP : 2 812 193
Crédits consommés	AE : 2 209 041 068	CP : 2 206 910 320
Taux de consommation	57.42%	57.42%
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	<p>Globalement, les services de renseignements ont réussi à anticiper les mouvements de revendications sociales. De plus, des informations fiables ont été collectées et exploitées dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.</p> <p>Toutefois, l'absence d'outils techniques adéquats et la formation spécialisée des Agents de renseignements dans certains domaines ont fait défaut dans le suivi des ONG, des mouvements religieux, des sécessionnistes, des groupes rebelles et terroristes ainsi que des activistes politiques.</p> <p>Les fonctionnaires de Police ont fait beaucoup d'efforts en terme de résultat technique au regard des crédits consommés.</p>	
Perspectives	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le suivi des réseaux sociaux et les mouvements citoyens ; - Renforcer les capacités des fonctionnaires de Police pour le suivi du cyber terrorisme avec des outils adéquats ; - Suivre le financement des activistes politiques ; - Suivre le financement des groupes terroristes et sécessionnistes ; - Maitriser l'intelligence économique ; - Récompenser et reconnaître le travail abattu par les Fonctionnaires de Police engagés directement au front, aux côtés des Forces Armées, dans la lutte contre Boko Haram et le contrôle des groupes rebelles centrafricains. 	

Action 01 RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Ce résultat satisfaisant a été possible grâce à la maîtrise des tensions sociales et une bonne coordination dans la transmission des informations relatives au groupe terroriste Boko Haram.

OBJECTIF	Consolider l'occupation du terrain dans la collecte des informations et de faciliter la prise de décisions des autorités publiques								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de notes de renseignements généraux et fiches spéciales produites						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 92,23%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	8200.0							
	Année cible:	2016							
	Valeur Cible	10300.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	210 556 000	179 756 000	210 456 200	179 656 200	177 159 511	165 275 393	84,2 %	92 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans un environnement de guerre, les services de renseignements ont été sollicités de manière permanente par les Autorités gouvernementales du pays pour être informé dans les domaines sécuritaire, politique, économique, socioculturel et religieux.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Notes de renseignements fiables • Renforcement des effectifs dans les unités • Occupation effective du territoire • Couverture de toutes les manifestations. 								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Ce résultat satisfaisant a été possible grâce à la maîtrise des tensions sociales et une bonne coordination dans la transmission des informations relatives au groupe terroriste Boko Haram.								
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> o Densification des moyens de renseignement pro actif o Renforcement des capacités des personnels o Prévoir une dotation d'habillement en tenues civiles o Prévoir une prime d'entretien pour les agents de police en tenue civile 								

Action 02 AMÉLIORATION DES MÉTHODES D'ENQUÊTES ADMINISTRATIVES

Les services de renseignements n'ont pas atteint totalement leurs objectifs à cause de l'insuffisance de certains matériels techniques de communication et de géo localisation entre autres, nécessaires pour la surveillance et le suivi de leurs cibles et sujets de travail.

OBJECTIF	Renforcer les capacités de fonctionnaires de la Sûreté Nationales en matière d'enquêtes administratives							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de notes d'enquêtes administratives produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		835.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		2000.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	832 000 000	832 000 000	832 000 000	832 000 000	748 977 071	734 344 297	90 %	88,3 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le Cameroun en guerre a été obligé de suivre à travers ses Services de Renseignements les menaces terroristes aux frontières, les activités politiques religieuses, des ONG et des Mouvements citoyens.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> • 15 Séminaires de renforcement des capacités organisés. • Formations continues mensuelles dans les 10 Régions du pays. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>Les services de renseignements n'ont pas atteint totalement leurs objectifs à cause de l'insuffisance de certains matériels techniques de communication et de géo localisation entre autres, nécessaires pour la surveillance et le suivi de leurs cibles et sujets de travail.</p>							
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre les réseaux sociaux et les mouvements citoyens • Renforcement des capacités pour le suivi du cyber terrorisme avec des outils adéquats. • Suivre le financement des activistes politiques 							

Action 03 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

Les services spéciaux n'ont pas atteint totalement leurs objectifs à cause de l'insuffisance de certains matériels techniques de communication et de géo localisation entre autres, nécessaires pour la surveillance et le suivi de leurs cibles et sujets.

OBJECTIF	Protéger le pays des atteintes à la sûreté de l'Etat							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de notes d'enquêtes administratives produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		835.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		2000.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 990 017 000	2 834 382 000	1 938 282 576	1 782 647 576	1 866 590 693	351 716 572	96,3 %	19,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Le Cameroun en guerre a été obligé de suivre à travers ses Services de Renseignements les menaces terroristes aux frontières, les activités des sécessionnistes, les mouvements religieux, les ONG ainsi que les Mouvements citoyens.</p>							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion et suivi des réfugiés • Encadrement des personnes sous protection • Permanence et surveillance des zones névralgiques • Suivi des medias nationaux et internationaux. • Suivi des activités sécessionnistes. • Suivi des transits des armes, minutions et effets militaires à destination des pays voisins. • 50 Enquêtes de sûreté de l'Etat 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les services spéciaux n'ont pas atteint totalement leurs objectifs à cause de l'insuffisance de certains matériels techniques de communication et de géo localisation entre autres, nécessaires pour la surveillance et le suivi de leurs cibles et sujets.</p>							
Perspectives 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre les réseaux sociaux et les mouvements citoyens • Renforcement des capacités pour le suivi du cyber terrorisme avec des outils adéquats • Suivre le financement des groupes terroristes • Maitriser l'intelligence économique. 							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2014 de la DGSN a permis d'assurer la « **Protéger les institutions, renforcer l'État de droit et assurer la sécurité des personnes et des biens pour un Cameroun émergent en l'an 2035** ». Même si la menace terroriste a imposé des contraintes majeures aux forces de défense et de sécurité dans toutes les composantes.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

L'atteinte des objectifs en matière de sécurité peut être quantifiée, mais, le sentiment de vivre dans un environnement de paix, et de sécurité reste la grille d'évaluation par excellence. A ce titre, la Sûreté Nationale joue pleinement son rôle.

3.2. LEÇONS APPRISSES

Le budget-programme est une construction permanente. Il nous a été recommandé en 2013 de qualifier les indicateurs, les valeurs de références de cibles et les *baseline*.

Des aménagements profonds devraient également être opérés dans les présentations des programmes, les contenus des actions et la définition des indicateurs.

En dépit de la volonté et des efforts consentis, certaines activités révèlent un caractère spécifique.

3.3. PERSPECTIVES 2015

Suite à ce bilan de la première expérimentation de la budgétisation par programmes, pour les exercices à venir, la DGSN envisage de :

- dresser un inventaire physique des biens meubles et immeubles relevant du patrimoine de la DGSN ;
- prioriser la dotation des véhicules aux différents responsables de la DGSN nommés et dans unités d'interventions ;
- opérationnaliser les unités territoriales dans les zones de mises (Extrême-Nord et l'Est) ;
- former en matière de lutte contre la cybercriminalité ;
- opérationnaliser les unités nouvellement créées ;
- acquérir les moyens logistiques et équipements spéciaux ;
- organiser permanentes des formations spécifiques ;
- renforcer les contrôles routiers ;
- accélérer le processus d'acquisition de nouvelles infrastructures pour l'extension de l'immeuble siège ;
- conduire à terme les projets à financement conjoint HUAWEI de vidéo surveillance urbaine et POLYTECHNOLOGY pour l'acquisition des

équipements spécifiques de sécurité.